



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a intégré un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans le statut général des fonctionnaires. Le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 en précise les modalités de mise en œuvre. Ainsi, les employeurs des trois fonctions publiques ont l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes ou témoins de tels actes.

Au-delà de ce cadre réglementaire, la prévention et le traitement de toutes formes de violences et de discrimination constituent surtout l'une des priorités du mandat, fortement affirmée dans le cadre de la politique des ressources humaines et de la politique de diversité et de la lutte contre les discriminations de la Ville, la Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS).

En cohérence avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est mis en place. Ce dispositif est commun pour les agents de la Ville et de la Métropole (titulaires, stagiaires, contractuels, vacataires). Il a été élaboré, en concertation avec les élus délégués à l'égalité femmes-hommes et aux ressources humaines, les directeurs de pôles, les managers, les organisations syndicales et les acteurs du processus.

L'objectif est de doter les agents et les managers, d'un outil permettant de réagir rapidement et de façon adaptée, si l'activité professionnelle ne peut plus être exercée dans un cadre serein, face à une situation de violence ou de discrimination.

Le dispositif répond à plusieurs enjeux de prévention, de sécurité et de qualité de vie au travail des agents :

- Un traitement équitable des situations ;
- Un cadre de travail plus serein pour les agents et une amélioration de leurs conditions de travail ;
- Une évolution des pratiques et des représentations au sein de la collectivité, en lien avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels ;
- La prévention des risques humains et juridiques.

Trois grandes étapes ont été ainsi formalisées pour :

- Recueillir et analyser les signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
- Orienter les agents concernés vers les services et professionnels compétents, pour leur apporter accompagnement et soutien et pour la mise en place d'une aide juridique (protection fonctionnelle) ;
- Assurer le traitement des faits signalés et prendre toute mesure de protection appropriée envers l'agent victime ou témoin.

A chaque étape, sont définies les différentes modalités de recueil et d'analyse des signalements, d'orientation, d'accompagnement et de soutien envers les agents mais également de traitement des faits et de réalisation de l'enquête administrative dans un guide.

Ce dispositif permet de garantir un traitement respectueux, confidentiel et équitable des agents concernés.

La confiance de l'ensemble des acteurs de la collectivité dans cette procédure permettra une effectivité optimale et une utilisation adaptée.

La mise en place du dispositif s'accompagne de la diffusion de plusieurs outils de communication destinés à sensibiliser et à informer les agents sur son existence, les procédures mises en place et les modalités d'accès. Des rencontres seront également prévues auprès des agents afin qu'ils puissent s'approprier le dispositif.

L'ensemble du dispositif (procédure et outils de communication) a été soumis à l'avis des Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du 10 juin 2021, 22 octobre 2021 et 9 juin 2022 puis en comité technique du 30 juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en place du dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, et d'agissements sexistes commun à destination des agents de la Ville et de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197022-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Guide agents dispositif de traitement des signalements VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.